

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Nouvelle dégradation du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie de 3,0 points au 4^e trimestre 2012. Il reste bien en deçà de sa moyenne de longue période (- 10,2 points).

Cette évolution s'explique par des prévisions pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur les effectifs et la trésorerie. Les intentions d'investir à un an sont elles aussi plus dégradées qu'au trimestre précédent, traduisant le manque de visibilité pour les entrepreneurs.

L'activité est à nouveau jugée en baisse et devrait rester mal orientée le trimestre prochain.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'évolution de la plupart des indicateurs macroéconomiques confirme le ralentissement conjoncturel. Le marché du travail présente des signes d'essoufflement. La consommation des ménages stagne, alors que la hausse des prix s'atténue. En revanche, l'investissement des entreprises se poursuit, malgré le manque de confiance affiché par les professionnels à moyen terme. Les exportations progressent, tirées par les produits métallurgiques.

Les orientations des indicateurs sectoriels sont contrastées : les secteurs des mines et du BTP se révèlent plus porteurs ce trimestre. La production métallurgique rebondit, soutenue notamment par le ferronickel et la reprise de production de l'usine du Sud. Le secteur du BTP se redresse, sous l'effet du démarrage de la construction du Médipôle et de plusieurs chantiers de travaux publics. En revanche, l'activité dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services s'infléchit. En ligne avec le début de la haute saison, l'activité touristique progresse, elle demeure néanmoins en retrait par rapport au dernier trimestre de 2011.

LE RALENTISSEMENT DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE SE POURSUIT MALGRÉ LE REBOND EN CHINE

Après avoir été en repli sur deux trimestres consécutifs, l'économie chinoise a rebondi au 4^e trimestre. Le PIB a progressé de 7,9 % sur un an, soutenu notamment par la production industrielle, en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale.

L'économie japonaise se contracte pour le troisième trimestre consécutif, au 4^e trimestre. Le PIB recule ainsi de 0,1 %, touché notamment par une demande interne peu dynamique et un commerce extérieur moins porteur. Afin de relancer la croissance du pays, le Comité de politique monétaire a adopté une politique monétaire plus accommodante, portant sur un objectif d'inflation de 2 % et un plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens. Les prévisions de croissance du PIB ont été revues à la hausse à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

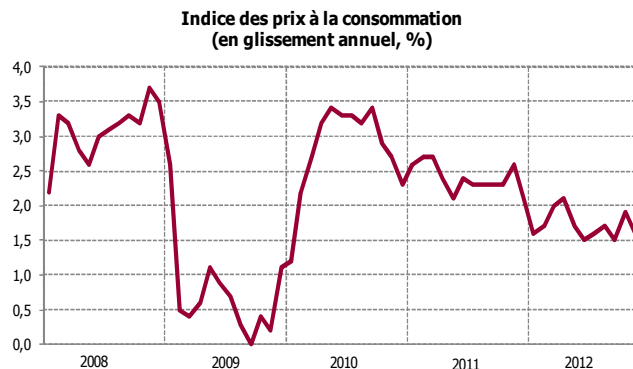
Au 3^e trimestre, le PIB australien progresse à un rythme modéré de + 0,5 %, tiré principalement par les secteurs de l'industrie minière et manufacturière. L'indice des prix se stabilise au 4^e trimestre, soutenu notamment par la baisse des prix des produits alimentaires. La Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 6 février, de laisser son taux directeur inchangé à 3 %, après l'avoir abaissé de 0,25 point en décembre 2012.

En Nouvelle-Zélande, le PIB augmente de 0,2 % au 3^e trimestre, porté essentiellement par le secteur du bâtiment, tandis que les secteurs de la production agricole et manufacturière s'infléchissent. Au 4^e trimestre, l'indice des prix à la consommation recule de 0,2 %, en raison notamment de la chute des prix des légumes. Sur un an, la hausse des prix reste faible (+ 0,9 %). La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 janvier, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

Modération de la hausse des prix

La progression de l'indice des prix à la consommation reste contenue au 4^e trimestre (+ 0,4 %, après + 0,3 % au trimestre précédent). Cette évolution est favorisée par le repli des prix alimentaires (- 0,3 %), même si le prix de l'énergie se redresse (+ 1,5 %) en lien avec le renchérissement des prix du carburant.

Sur un an, la progression modérée de l'indice (+ 1,6 %) est notamment liée à l'évolution des prix de l'alimentation et des produits manufacturés (+ 1,5 % et + 0,3 %). Les prix de l'énergie (+ 3,4 %) et des services (+ 2,4 %) sont quant à eux encore en forte progression.

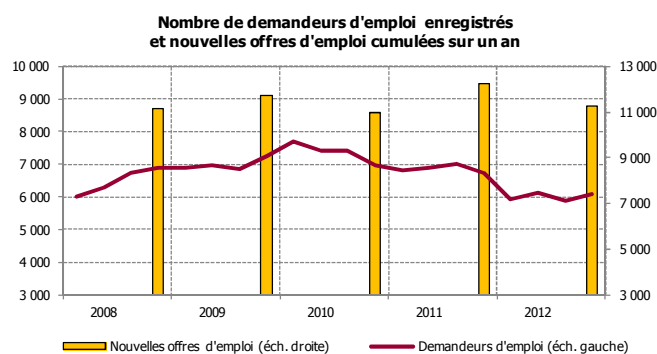


Source : ISEE

Essoufflement du marché de l'emploi

Malgré la baisse du nombre de demandeurs d'emploi, le marché de l'emploi marque le pas. Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) s'inscrit en augmentation de 3,2 % au 4^e trimestre, mais en baisse de 10,0 % sur un an.

Après avoir enregistré un niveau historiquement élevé en 2011, le nombre d'offres d'emploi cumulées sur l'année se replie de 7,8 %, en lien avec une diminution significative des besoins en Province Nord (- 25 %) ; ceux de la Province Sud étant relativement stables (- 0,9 %).



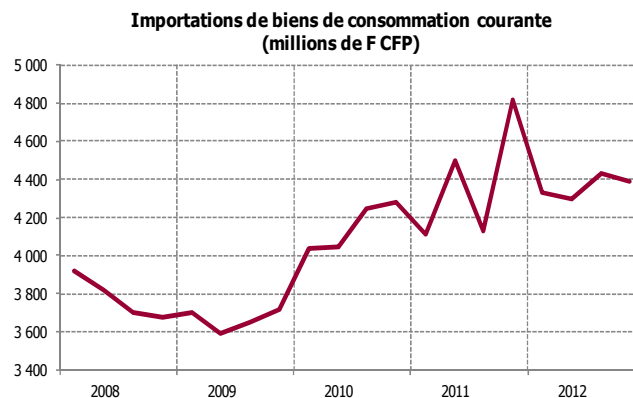
Source : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

Stagnation de la consommation des ménages

La prudence des ménages se répercute sur la consommation, qui se stabilise au 4^e trimestre.

Les importations de biens de consommation courante sont en retrait de 0,9 % (CVS), dont les articles d'habillement et chaussures (- 13,4 %). Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac demeurent stables (- 0,1 %, CVS). Les immatriculations de voitures particulières neuves s'inscrivent également à la baisse sur le trimestre (- 16,6 %, CVS)

Cette morosité est confirmée par les professionnels du secteur du commerce, qui font état d'une nouvelle dégradation de l'activité. L'encours du crédit à la consommation se stabilise sur le trimestre (+ 0,3 %), après + 1,7 % au trimestre précédent.



Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent légèrement, avec une progression des personnes physiques interdites bancaires (+ 1,7 %) et des incidents de paiement sur chèques (+ 3,5 %). Toutefois les décisions de retrait de cartes bancaires sont en diminution de 11,9 % par rapport au trimestre précédent.

Rebond de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises se redresse au 4^e trimestre. Les importations de biens d'équipement progressent de 12,9 %, soit la hausse la plus marquée depuis le 2^e trimestre 2010. Parallèlement, l'encours des crédits d'investissement des entreprises continue d'augmenter (+ 1,0 % sur le trimestre après + 1,5 % le trimestre précédent). Cependant, les prévisions d'investir à un an des chefs d'entreprise restent dégradées, notamment dans le tourisme et les services.

Le crédit immobilier en faveur des ménages augmente modérément (+ 0,9 % sur le trimestre). Cet encours s'est toutefois nettement infléchi, avec un rythme de progression sur un an de 4,1, % contre + 9,4 % en 2011, en lien avec la baisse du marché de la défiscalisation.

Reprise des exportations

Les importations se replient légèrement au 4^e trimestre (- 1,8 %), en liaison avec la diminution des importations de produits minéraux (- 8,4 %).

En revanche, les exportations enregistrent une hausse significative (+ 12,7 %), dopées par les produits métallurgiques.

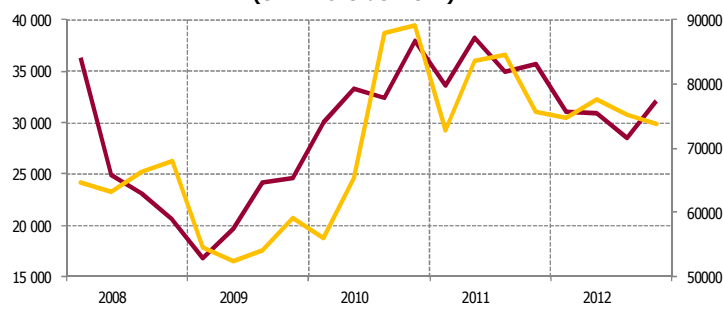
Le solde de la balance commerciale s'améliore ainsi et s'établit à - 41,6 milliards au 4^e trimestre, soit 5 milliards de moins qu'au trimestre précédent.

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Source: Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Echanges commerciaux
(en millions de F CFP)



Sources: Service des Douanes, ISEE

— Exportations (éch. gauche) — Importations (éch. droite)

DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉE SELON LES SECTEURS

Plusieurs secteurs retrouvent une orientation plus favorable de leur activité, mais la situation du commerce et des services reste détériorée.

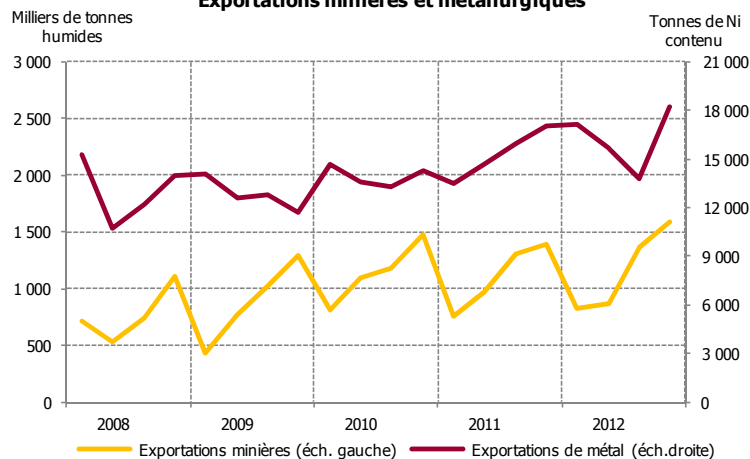
Selon les professionnels, l'activité du **secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** est stable au 4^e trimestre. Le secteur de la pêche se révèle porteur, avec une progression des exportations de 26,3 % (CVS), suivi par celui de l'aquaculture qui enregistre une hausse des exportations de crevettes de 9,9 % (CVS). En revanche, l'élevage s'affiche en repli. Les abattages de bovins diminuent de 3,4 % (CVS), après + 6,4 % (CVS) le trimestre précédent, alors que les abattages de porcins se stabilisent. Ces tendances contrastées se reflètent sur le moral des professionnels qui prévoient une légère dégradation de l'activité au prochain trimestre.

L'activité du secteur **des mines et de la métallurgie** s'accélère. La production métallurgique augmente de 5,8 %, tirée par la production de ferronickel (+ 21,5 %) et la reprise de l'activité de l'usine du Sud, qui a de nouveau produit de l'oxyde de nickel (NiO) au 4^e trimestre. La production de minerais bruts ressort en légère baisse (- 2,6 %), affectée par les phénomènes météorologiques exceptionnels du mois de décembre.

Les exportations de métaux s'inscrivent ainsi en hausse de 16,8 % (en valeur FAB) alors que les exportations de minerais bruts enregistrent une nouvelle augmentation de 5,5 %, après + 38,7 % au 3^e trimestre.

Le cours moyen du nickel se redresse de 4 % sur le trimestre mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période. Sur un an, il se dégrade de - 7,3 %. Le cours tire parti de l'amélioration de la croissance chinoise, mais reste pénalisé par un marché excédentaire.

Exportations minières et métallurgiques



Source: DIMENC

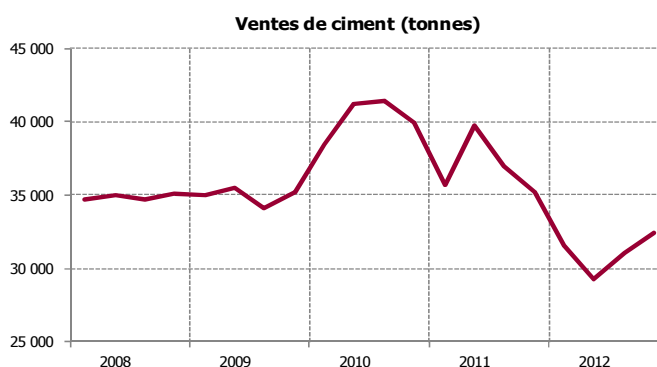
Dans le secteur du **bâtiment et travaux publics**, l'activité progresse, portée notamment par les travaux publics. Les ventes de ciment augmentent de 4,3 % (CVS), en lien avec le démarrage des travaux de construction du Médipôle de Koutio, mais sont dégradées sur un an (- 8,0 %). Les importations de plâtre se stabilisent (- 0,9 %) au niveau plancher atteint le trimestre précédent, tandis que les importations de tôles chutent de 28,8 %.

L'indice des prix à la construction, tous travaux confondus, continue de progresser, à un rythme ralenti de 0,5 % sur le trimestre et de 5,4 % sur l'année.

Les prévisions des entrepreneurs sur l'activité pour le prochain trimestre sont plus favorables que les trimestres précédents.

En ligne avec le début de la haute saison, l'activité dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** s'inscrit en hausse. La fréquentation touristique a augmenté de 4,4 %, tirée principalement par l'afflux de touristes japonais (+ 16,3 %) et néo-zélandais (+ 12,2 %).

Les professionnels du secteur s'attendent toutefois à une baisse de leur activité au cours du premier trimestre 2013, en lien avec les difficultés économiques des marchés émetteurs (métropole notamment).



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au 3^e trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au 4^e trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévue et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au 4^e trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au 3^e trimestre. Elle s'est établie en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au 4^e trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (-0,4 %) de même qu'en 2013 (-0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au 4^e trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du 4^e trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Sources : FMI (*Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013*), INSEE, OCDE

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND – Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : 1^{er} mars 2013 – Dépôt légal : 1^{er} mars 2013 – ISSN 1968-6277